

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27008]

21 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, volet décretaal, article 283;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 29 novembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que, dans l'optique de futures modifications réglementaires relatives aux services d'accueil de jour, il est nécessaire de figer les paramètres applicables auxdits services afin de mettre en place un nouveau mode de subventionnement;

Considérant, par ailleurs, qu'il est indispensable de fixer au plus vite les données relatives aux calculs des subventions à octroyer en 2013 afin de permettre aux services de fonctionner de manière efficace;

Considérant enfin qu'un certain nombre de dispositions relatives au contrôle doivent être affinées;

Sur proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour pour personnes handicapées, un point 19° rédigé comme suit est ajouté :

« 19° Entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie au deuxième alinéa de l'article 19, § 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations. »

Art. 3. Le paragraphe 2 de l'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés accueille et/ou accompagne des bénéficiaires qui, en raison de leur handicap, nécessitent, à un moment donné, une prise en charge individuelle, éducative, médicale, thérapeutique, psychologique, sociale, adaptée dont l'intensité est variable en fonction de leurs besoins spécifiques. Cette prise en charge est modulable tout au long du parcours du bénéficiaire et peut varier selon ses besoins allant d'un encadrement intensif en journée à un accompagnement extramuros dans les différents milieux de vie.

Il vise à une intégration scolaire, sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

La non-fréquentation d'un enseignement doit avoir été établie selon les procédures légales et réglementaires en vigueur. »

Art. 4. Au paragraphe 9 de l'article 12 du même arrêté, le membre de phrase « et pour jeunes non scolarisés » est supprimé.

Art. 5. Le paragraphe 10 de l'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 10. Le service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés assure la prise en charge effective de bénéficiaires au minimum 187 jours par an, au moins 6 heures par jour, et est au minimum ouvert 7 heures 30 par jour. »

Art. 6. A l'article 13, § 1^{er}, du même arrêté, un point 8° rédigé comme suit est ajouté :

« 8° il ne peut être convaincu par le Comité de gestion de l'Agence d'un acte constitutif d'une fraude portant préjudice aux intérêts financiers de celle-ci.

Est constitutif d'une fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Agence, tout acte ou omission intentionnel relatif :

- à l'utilisation ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, ayant pour effet la perception ou la rétention indue de subsides provenant de l'Agence;
- à la non-communication d'une information ayant le même effet;
- au détournement de subsides à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés. »

Art. 7. L'article 35, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En cas d'utilisation d'un véhicule automobile par la personne handicapée pour le déplacement visé au § 1^{er} et éventuellement la personne qui l'accompagne, l'Agence rembourse les frais de transport au taux prévu pour les agents de la Région wallonne. »

Art. 8. L'alinéa 5 de l'article 53 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Pour 2013, le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1^{er}, 2°, est fixé à 100,33 %. »

Art. 9. A l'article 75, § 4, du même arrêté, le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ils doivent également être accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. La comptabilité de ces entités doit par ailleurs pouvoir être consultée à la demande par les services de l'Agence. »

Art. 10. L'article 75, § 5, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel. »

Art. 11. Dans l'article 81 du même arrêté, le 2^e alinéa est complété comme suit : « 6 ° la création d'un nouveau service suite à l'agrément des structures qui ont assuré le transfert de leur prise en charge en vertu de l'ancien article 81 ter, § 1^{er}, du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 modifiant ce même arrêté ».

Art. 12. Il est inséré un article 93 dans le même arrêté rédigé comme suit :

« Art. 93. Par dérogation à l'article 23, § 1^{er}, les services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et les services d'accueil de jour pour adultes se voient attribuer comme occupation moyenne de référence prise en compte dans le calcul de la subvention annuelle 2013, celle déterminée en 2010, 2011 ou 2012 qui leur est la plus favorable. »

Art. 13. Il est inséré un article 94 dans le même arrêté rédigé comme suit :

« Art. 94. § 1^{er}. Les deux projets qui, en vertu de l'ancien article 81ter, § 1^{er}, du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 modifiant ce même arrêté, organisent des prises en charge spécifiques pour jeunes sont agréés comme service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés au 1^{er} janvier 2013.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du titre III, les services visés au § 1^{er} conservent en 2013 les moyens qui leur étaient attribués en 2012. »

Art. 14. L'annexe III est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 15. L'annexe IV est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Art. 17. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 1^{re}

PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

1. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants :

- elles doivent être relatives aux bénéficiaires visés à l'article 2 du présent arrêté donnant lieu à une subvention de l'Agence - Lorsque le service accueille ou héberge des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapée(s), les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites par l'application d'un coefficient. Celui-ci reprend au numérateur les journées de prises en charge et au dénominateur les journées d'accueil ou d'hébergement de la totalité des personnes accueillies dans le service. L'année d'attribution de la subvention est la période concernée pour le calcul de ces journées. Dans les entités administratives, celles-ci sont calculées compte tenu d'une pondération correspondant, au poids relatif des subventions moyennes théoriques par prise en charge visées à l'annexe IV des services concernés. Les journées de prises en charge figurant au numérateur sont cependant augmentées des journées des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence et/ou toute(s) autre(s) personne(s) handicapées à concurrence d'un maximum de 2 prises en charge pour les institutions dont l'OMR est < ou = à 60 et de 3 prises en charge pour les services dont l'OMR est > à 60 ainsi que des journées de présence des personnes handicapées pour lesquelles le Bureau régional n'a pas encore statué. L'augmentation de ces mêmes journées, lorsqu'elles concernent des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence passe respectivement à 5 et à 8 pour l'application du coefficient réducteur de charges applicable aux charges de fonctionnement imputées valablement dans les comptes suivants, repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} : 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 619, 63, 64 et 65, et ce sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté.
- elles doivent être relatives aux frais pour lesquels l'institution a été subventionnée en fonction du présent arrêté.
- elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée.
- elles doivent être relatives à des infrastructures agréées par l'Agence.
- elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales dans lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence.
- elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.
- elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence.
- elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées.
- elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.
- elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature.
- elles ne peuvent être explicitement couvertes par une autre source de financement.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. Dans les comptes 60 et 61 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région wallonne.
- les biens d'investissements de plus de 500 euros T.V.A.C. imputés en charge dans un seul exercice.
- les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services.
- le paiement des prestations effectuées pour le compte de l'institution par des personnes ou des sociétés de services, ne satisfaisant pas aux exigences de qualification fixées à l'annexe II.
- le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale.
- les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents.
- les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents.
- les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat.
- les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

I

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral)

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subsventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. Dans les comptes 62 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises à l'annexe VIII du présent arrêté et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises à l'annexe VI du présent arrêté.
- les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du travail.
- les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230 repris dans le PCMN visé à l'article 75, § 1^{er};
- les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625 repris dans le PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations.
- les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale.

2.3. Dans les comptes 63 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
- * 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- * 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- * 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- * 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- * 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.
- * 10 % pour le mobilier visé aux comptes 63022X repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- * 20 % pour le matériel roulant visé aux comptes 63022X repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- * L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires visés au compte 63023 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.

Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

- les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.
- les autres provisions visées au compte 637 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.

2.4. Dans les comptes 64 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les amendes imputées au compte 640.
- les moins-values sur créances commerciales et autres moins-values visées aux comptes 641 et 642.
- les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. Dans les comptes 65 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 6500 - « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570 - « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements ».

- les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté de l'institution. L'institution doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit.
- les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. Dans les comptes 66 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}. Après accord de l'Agence, les amortissements exceptionnels résultant de l'activité habituelle du service peuvent cependant constituer des charges admissibles.

2.7. Dans les comptes 69 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er} :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69 repris au PCMN visé à l'article 75, § 1^{er}.

2.8. Divers :

- les dons simultanément comptabilisés en charge et en produits;
- les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charge et en produits;
- les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le conseil d'administration collégalement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté.

Le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges.

- les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
- les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges et produits aux différentes subventions visées au titre III, Chapitre II, du présent arrêté.

4.1. Principes généraux.

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle visée au titre III, Chapitre II, Section première, les charges de fonctionnement général du service visées à l'article 20, 1^o, et de personnel et qui sont valablement imputées dans les comptes 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 63, 64 et 65 repris au PCMN visés à l'article 75, § 1^{er}, à l'exclusion des charges relatives aux médecins appointés ou rémunérés dans le cadre d'une convention écrite avec le service, valablement imputées dans les comptes 62 et 6187 visés à l'article 75, § 1^{er}, qui sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle pour médecins visée au titre III, Chapitre II, Section 2 du présent arrêté.

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention journalière visée au titre III, Chapitre II, Section 3, du présent arrêté, les charges liées à la présence effective des pensionnaires et dont ils ont le bénéfice exclusif et qui sont valablement imputées dans les comptes 6010, 6011, 6012, 6013, 6014, 60160 et 609 correspondants ainsi que 613, 61601 et 6161 visés à l'article 75, § 1^{er}.

Lorsque les charges journalières admissibles sont supérieures à la subvention journalière, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle à condition que les normes d'encadrement visées au titre IV soient respectées.

4.2. Charges et produits relevant simultanément de différentes subventions.

« Les frais de déplacement de service » concernent les frais de véhicule n'appartenant pas à l'institution. Ils sont imputés au compte 6160 et doivent être ventilés sur base de justificatifs probants en deux sous-comptes reprenant tantôt les frais de déplacement de service relatif au fonctionnement général du service (61600), tantôt les frais de déplacement réalisés avec des pensionnaires (61601). Ces frais relèvent respectivement de la subvention annuelle et de la subvention journalière.

Les frais de déplacement imputés au compte 6161 « Service extérieur de ramassage collectif » relèvent de la subvention journalière visée au titre III, Chapitre II, Section 3, du présent arrêté.

Les frais de véhicule appartenant à l'institution doivent être répartis dans des sous-comptes appropriés des comptes généraux, essentiellement par l'intermédiaire des comptes suivants 63022X- « Amortissement véhicule », 61204X - « Carburant véhicule », 61405X - « assurances véhicules », 640X - « Taxes véhicule », 611X - « Entretien et réparations véhicule ». La répartition de ces charges entre la subvention journalière et la subvention annuelle est opérée à partir d'une clé de répartition distinguant les kilomètres parcourus respectivement avec ou sans pensionnaires. A défaut de la tenue d'un carnet de bord permettant d'établir cette distinction, l'affectation de ces charges au sein des deux subventions concernées se réalise de la manière suivante : 10 % de ces charges relèvent de la subvention annuelle et 90 % de la subvention journalière.

Les amortissements d'investissements de type éducatif, de loisir et médical, hormis le mobilier, sont imputables à la subvention journalière; les autres relèvent de la subvention annuelle.

Les prestations de firmes privées relèvent des enveloppes suivantes :

- * Pour les préparations de repas : 40 % du montant hors T.V.A. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la T.V.A. sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.
- * Pour le nettoyage de vêtements, draps etc. : 65 % du montant hors T.V.A. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la T.V.A. sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.
- * Pour les prestations de secrétariat social, comptabilité, autres prestations administratives et les travaux d'entretien : 100 % du montant T.V.A.C. sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif.

- * Pour les prestations relatives à la supervision d'équipes éducatives : 100 % du montant T.V.A.C. peuvent être assimilés à des frais de personnel éducatif, à la condition que les normes de personnel soient déjà respectées avant la prise en compte de ces prestations.

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Le contrôle de l'utilisation des subventions de plusieurs services constituant une même entité administrative se réalise en totalisant d'une part les subventions octroyées par enveloppes et d'autre part les charges ventilées par sections dans la comptabilité.

5. Dérogations.

En concertation avec les services concernés, l'Agence peut décider de mesures dérogatoires aux dispositions de la présente annexe pour les services qui se sont engagés dans un processus de reconversion ou de transformation à la demande de son Comité de gestion.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 décembre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 21 décembre 2012.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 2

§ 1^{er}. Liste des subsides par prise en charge

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM ≤ 60

Service résidentiel pour jeunes

	Scol + 75 Art 29 bis S	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75 Art 29 bis NS	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	30.492,74 €	29.752,75 €	29.380,56 €	25.680,61 €	30.492,74 €	29.752,75 €	29.380,56 €	25.680,61 €
Déf.intel. mod.	35.665,58 €	34.776,71 €	34.330,09 €	29.885,77 €	40.118,66 €	39.229,79 €	38.783,17 €	34.330,09 €
Déf.intel.sév.alité	41.832,73 €	40.668,01 €	40.085,65 €	34.266,44 €	48.484,93 €	47.324,59 €	46.746,61 €	40.940,53 €
Déf.int.sév.non al.	42.396,82 €	41.232,10 €	40.649,74 €	34.830,53 €	49.049,02 €	47.888,68 €	47.310,70 €	41.504,62 €
Déf.intel.prof.alité	41.832,73 €	40.668,01 €	40.085,65 €	34.266,44 €	48.484,93 €	47.324,59 €	46.746,61 €	40.940,53 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant. du dév.	42.396,82 €	41.232,10 €	40.649,74 €	34.830,53 €	49.049,02 €	47.888,68 €	47.310,70 €	41.504,62 €
Troubles caract.	42.025,14 €	40.912,96 €	40.352,50 €	34.787,25 €	47.572,88 €	46.460,70 €	45.904,61 €	40.352,50 €
Av/Amb. - 12 ans	42.025,14 €	40.912,96 €	40.352,50 €	34.787,25 €	47.572,88 €	46.460,70 €	45.904,61 €	40.352,50 €
Av/Amb. 12 ans et +	33.324,19 €	32.584,20 €	32.212,02 €	28.512,06 €	37.037,28 €	36.297,29 €	35.925,10 €	32.212,02 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	53.559,57 €	52.079,59 €	51.339,59 €	43.935,31 €	60.972,60 €	59.488,24 €	58.748,25 €	51.339,59 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	40.381,83 €	39.492,97 €	39.046,35 €	34.602,03 €	44.834,91 €	43.946,04 €	43.499,42 €	39.046,35 €
Troubles mot., dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 ans.	44.210,06 €	43.045,34 €	42.462,99 €	36.643,77 €	50.007,38 €	48.847,04 €	48.269,06 €	42.462,99 €
Troubles mot., dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 ans et +.	39.308,59 €	38.380,32 €	37.916,18 €	33.266,07 €	43.967,46 €	43.034,81 €	42.570,68 €	37.916,18 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	59.039,74 €	57.489,70 €	56.719,06 €	48.977,63 €	66.785,56 €	65.239,90 €	64.464,88 €	56.719,06 €
Affection chron. non- contagieuse	37.996,37 €	37.107,50 €	36.660,88 €	32.216,56 €	42.449,45 €	41.560,58 €	41.113,96 €	36.660,88 €
Autisme	42.025,14 €	40.912,96 €	40.352,50 €	34.787,25 €	47.572,88 €	46.460,70 €	45.904,61 €	40.352,50 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	59.039,74 €	57.489,70 €	56.719,06 €	48.977,63 €	66.785,56 €	65.239,90 €	64.464,88 €	56.719,06 €

Service résidentiel pour adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	42.612,12 €	41.747,86 €	41.311,46 €	36.973,07 €
B	44.791,70 €	43.880,38 €	43.426,87 €	38.878,83 €
C	54.503,33 €	53.309,63 €	52.714,92 €	46.754,99 €
Article 29bis	54.503,33 €	54.503,33 €	54.503,33 €	54.503,33 €

Service résidentiel de nuit pour adultes

A	19.507,75 €
B	20.151,87 €
C et Article 29bis	20.881,16 €
D	28.520,06 €

Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables

Déficiência intellectuelle légère	14.917,96 €
Déficiência intellectuelle modérée	17.683,35 €
Déficiência intellectuelle sévère	17.683,35 €
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév. - 6 ans.	26.269,29 €
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	23.207,85 €
Troubles caractériels.	27.090,15 €
Av/Ambl. - 12 ans	19.748,54 €
Av/Ambl. 12 ans et +	16.938,00 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	25.124,19 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	19.196,19 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	25.436,11 €
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	23.452,51 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	35.252,85 €
Autisme	27.090,15 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	35.252,85 €

Service d'accueil de jour pour adultes

A	18.791,19 €
B	19.015,09 €
C et Article 29bis	26.811,96 €

Service de logements supervisés

	14.078,30 €
--	-------------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM > 60

Service résidentiel pour jeunes

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	28.838,56 €	28.098,57 €	27.726,39 €	24.026,44 €	28.838,56 €	28.098,57 €	27.726,39 €	24.026,44 €
Déf.intel. mod.	34.011,41 €	33.122,54 €	32.675,92 €	28.231,60 €	38.464,48 €	37.575,62 €	37.129,00 €	32.675,92 €
Déf.intel.sév.alité	40.178,55 €	39.013,83 €	38.431,48 €	32.612,26 €	46.830,75 €	45.670,41 €	45.092,43 €	39.286,36 €
Déf.int.sév.non al.	40.742,65 €	39.577,93 €	38.995,57 €	33.176,36 €	47.394,85 €	46.234,51 €	45.656,53 €	39.850,45 €
Déf.intel.prof.alité	40.178,55 €	39.013,83 €	38.431,48 €	32.612,26 €	46.830,75 €	45.670,41 €	45.092,43 €	39.286,36 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant. du dév.	40.742,65 €	39.577,93 €	38.995,57 €	33.176,36 €	47.394,85 €	46.234,51 €	45.656,53 €	39.850,45 €
Troubles caract.	40.370,97 €	39.258,79 €	38.698,33 €	33.133,07 €	45.918,70 €	44.806,53 €	44.250,44 €	38.698,33 €
Av/Ambl. - 12 ans	40.370,97 €	39.258,79 €	38.698,33 €	33.133,07 €	45.918,70 €	44.806,53 €	44.250,44 €	38.698,33 €
Av/Ambl. 12 ans et +	31.670,02 €	30.930,03 €	30.557,84 €	26.857,89 €	35.383,10 €	34.643,11 €	34.270,93 €	30.557,84 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	51.905,39 €	50.425,41 €	49.685,42 €	42.281,14 €	59.318,43 €	57.834,07 €	57.094,08 €	49.685,42 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	38.727,66 €	37.838,79 €	37.392,17 €	32.947,85 €	43.180,74 €	42.291,87 €	41.845,25 €	37.392,17 €
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 ans.	42.555,89 €	41.391,17 €	40.808,81 €	34.989,60 €	48.353,21 €	47.192,87 €	46.614,89 €	40.808,81 €
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 ans et +.	37.654,42 €	36.726,14 €	36.262,01 €	31.611,89 €	42.313,29 €	41.380,64 €	40.916,50 €	36.262,01 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	57.385,57 €	55.835,53 €	55.064,89 €	47.323,45 €	65.131,38 €	63.585,72 €	62.810,70 €	55.064,89 €

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Affection chron. non-contagieuse	36.342,20 €	35.453,33 €	35.006,71 €	30.562,39 €	40.795,27 €	39.906,41 €	39.459,79 €	35.006,71 €
Autisme	40.370,97 €	39.258,79 €	38.698,33 €	33.133,07 €	45.918,70 €	44.806,53 €	44.250,44 €	38.698,33 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	57.385,57 €	55.835,53 €	55.064,89 €	47.323,45 €	65.131,38 €	63.585,72 €	62.810,70 €	55.064,89 €

Service résidentiel pour adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	40.957,94 €	40.093,69 €	39.657,28 €	35.318,90 €
B	43.137,53 €	42.226,21 €	41.772,69 €	37.224,66 €
C	52.849,16 €	51.655,46 €	51.060,75 €	45.100,82 €

Service résidentiel de nuit pour adultes

A	17.853,58 €
B	18.497,70 €
C	19.226,98 €
D	26.865,88 €

Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables

Déficiência intellectuelle légère	13.354,56 €
Déficiência intellectuelle modérée	16.119,95 €
Déficiência intellectuelle sévère	16.119,95 €
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév. - 6 ans.	24.705,89 €
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	21.644,45 €
Troubles caractériels.	25.526,75 €
Av/Ambl. - 12 ans	18.185,14 €
Av/Ambl. 12 ans et +	15.374,60 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	23.560,78 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	17.632,78 €
Tr. Mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	23.872,71 €
Tr. Mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	21.889,11 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	33.689,44 €
Autisme	25.526,75 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	33.689,44 €

Service d'accueil de jour pour adultes

A	17.227,79 €
B	17.451,69 €
C	25.248,56 €

Service de logements supervisés

	14.078,30 €
--	-------------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM ≤ 60

Service résidentiel pour jeunes

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	28.899,39 €	28.215,81 €	27.871,99 €	24.454,06 €	28.899,39 €	28.215,81 €	27.871,99 €	24.454,06 €
Déf.intel. mod.	33.693,86 €	32.872,74 €	32.460,17 €	28.354,60 €	37.807,51 €	36.986,40 €	36.573,82 €	32.460,17 €
Déf.intel.sév.alité	39.395,56 €	38.319,61 €	37.781,64 €	32.405,98 €	45.553,13 €	44.481,23 €	43.947,31 €	38.583,78 €
Déf.int.sév.non al.	39.917,63 €	38.841,69 €	38.303,72 €	32.928,05 €	46.075,20 €	45.003,31 €	44.469,38 €	39.105,85 €
Déf.intel.prof.alité	39.395,56 €	38.319,61 €	37.781,64 €	32.405,98 €	45.553,13 €	44.481,23 €	43.947,31 €	38.583,78 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant. du dév.	39.917,63 €	38.841,69 €	38.303,72 €	32.928,05 €	46.075,20 €	45.003,31 €	44.469,38 €	39.105,85 €
Troubles caract.	39.585,90 €	38.558,50 €	38.040,75 €	32.899,69 €	44.710,78 €	43.683,37 €	43.169,67 €	38.040,75 €

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Av/Amb. - 12 ans	39.585,90 €	38.558,50 €	38.040,75 €	32.899,69 €	44.710,78 €	43.683,37 €	43.169,67 €	38.040,75 €
Av/Amb. 12 ans et +	31.546,90 €	30.863,31 €	30.519,50 €	27.101,56 €	34.976,97 €	34.293,38 €	33.949,57 €	30.519,50 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	50.293,19 €	48.926,02 €	48.242,43 €	41.402,52 €	57.141,20 €	55.769,98 €	55.086,39 €	48.242,43 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	38.119,13 €	37.298,02 €	36.885,44 €	32.779,88 €	42.232,79 €	41.411,68 €	40.999,10 €	36.885,44 €
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 ans.	41.626,22 €	40.550,28 €	40.012,31 €	34.636,64 €	46.981,66 €	45.909,76 €	45.375,83 €	40.012,31 €
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 ans et +.	37.098,53 €	36.241,01 €	35.812,25 €	31.516,58 €	41.402,30 €	40.540,73 €	40.111,98 €	35.812,25 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	55.412,96 €	53.981,07 €	53.269,17 €	46.117,80 €	62.568,38 €	61.140,53 €	60.424,58 €	53.269,17 €
Affection chron. non-contagieuse	35.886,36 €	35.065,25 €	34.652,67 €	30.547,10 €	40.000,02 €	39.178,90 €	38.766,32 €	34.652,67 €
Autisme	39.585,90 €	38.558,50 €	38.040,75 €	32.899,69 €	44.710,78 €	43.683,37 €	43.169,67 €	38.040,75 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	55.412,96 €	53.981,07 €	53.269,17 €	46.117,80 €	62.568,38 €	61.140,53 €	60.424,58 €	53.269,17 €

Service résidentiel pour adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	40.112,06 €	39.313,05 €	38.909,59 €	34.898,70 €
B	42.128,51 €	41.285,99 €	40.866,71 €	36.662,00 €
C	51.187,39 €	50.083,80 €	49.533,99 €	44.023,96 €

Service résidentiel de nuit pour adultes

A	18.715,80 €
B	19.310,89 €
C	19.984,66 €
D	27.042,05 €

Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables

Déficiência intellectuelle légère	14.236,49 €
Déficiência intellectuelle modérée	16.801,57 €
Déficiência intellectuelle sévère	16.801,57 €
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév. - 6 ans.	24.714,93 €
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	21.893,21 €
Troubles caractériels.	25.489,93 €
Av/Amb. - 12 ans	18.710,46 €
Av/Amb. 12 ans et +	16.119,87 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	23.707,61 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	18.217,24 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	23.992,10 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	22.163,96 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	33.125,34 €
Autisme	25.489,93 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	33.125,34 €

Service d'accueil de jour pour adultes

A	17.807,05 €
B	18.013,36 €
C	25.294,72 €

Service de logements supervisés

	13.213,02 €
--	-------------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > 60

Service résidentiel pour jeunes

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf.intel. lég.	27.283,73 €	26.600,14 €	26.256,33 €	22.838,39 €	27.283,73 €	26.600,14 €	26.256,33 €	22.838,39 €
Déf.intel. mod.	32.078,19 €	31.257,08 €	30.844,50 €	26.738,94 €	36.191,85 €	35.370,74 €	34.958,16 €	30.844,50 €
Déf.intel.sév.alité	37.779,89 €	36.703,95 €	36.165,98 €	30.790,32 €	43.937,47 €	42.865,57 €	42.331,65 €	36.968,12 €
Déf.int.sév.non al.	38.301,96 €	37.226,02 €	36.688,05 €	31.312,39 €	44.459,54 €	43.387,64 €	42.853,72 €	37.490,19 €
Déf. int. prof. alité	37.779,89 €	36.703,95 €	36.165,98 €	30.790,32 €	43.937,47 €	42.865,57 €	42.331,65 €	36.968,12 €
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant. du dév.	38.301,96 €	37.226,02 €	36.688,05 €	31.312,39 €	44.459,54 €	43.387,64 €	42.853,72 €	37.490,19 €
Troubles caract.	37.970,24 €	36.942,83 €	36.425,09 €	31.284,03 €	43.095,11 €	42.067,71 €	41.554,01 €	36.425,09 €
Av/Amb. - 12 ans	37.970,24 €	36.942,83 €	36.425,09 €	31.284,03 €	43.095,11 €	42.067,71 €	41.554,01 €	36.425,09 €
Av/Amb. 12 ans et +	29.931,24 €	29.247,65 €	28.903,84 €	25.485,90 €	33.361,31 €	32.677,72 €	32.333,91 €	28.903,84 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	48.677,53 €	47.310,36 €	46.626,77 €	39.786,85 €	55.525,53 €	54.154,31 €	53.470,73 €	46.626,77 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	36.503,47 €	35.682,36 €	35.269,78 €	31.164,21 €	40.617,13 €	39.796,01 €	39.383,43 €	35.269,78 €
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 ans.	40.010,56 €	38.934,61 €	38.396,64 €	33.020,98 €	45.365,99 €	44.294,10 €	43.760,17 €	38.396,64 €
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 ans et +.	35.482,87 €	34.625,35 €	34.196,59 €	29.900,91 €	39.786,63 €	38.925,07 €	38.496,31 €	34.196,59 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	53.797,30 €	52.365,41 €	51.653,51 €	44.502,14 €	60.952,71 €	59.524,87 €	58.808,92 €	51.653,51 €
Affection chron. non-contagieuse	34.270,70 €	33.449,58 €	33.037,00 €	28.931,44 €	38.384,35 €	37.563,24 €	37.150,66 €	33.037,00 €
Autisme	37.970,24 €	36.942,83 €	36.425,09 €	31.284,03 €	43.095,11 €	42.067,71 €	41.554,01 €	36.425,09 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	53.797,30 €	52.365,41 €	51.653,51 €	44.502,14 €	60.952,71 €	59.524,87 €	58.808,92 €	51.653,51 €

Service résidentiel pour adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	38.496,40 €	37.697,38 €	37.293,92 €	33.283,04 €
B	40.512,85 €	39.670,33 €	39.251,04 €	35.046,34 €
C	49.571,73 €	48.468,14 €	47.918,33 €	42.408,30 €

Service résidentiel de nuit pour adultes

A	17.100,14 €
B	17.695,22 €
C	18.369,00 €
D	25.426,39 €

Service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables

Déficiência intellectuelle légère	12.706,94 €
Déficiência intellectuelle modérée	15.272,02 €
Déficiência intellectuelle sévère	15.272,02 €
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév. - 6 ans.	23.185,38 €
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	20.363,66 €
Troubles caractériels.	23.960,38 €
Av/Amb. - 12 ans	17.180,91 €
Av/Amb. 12 ans et +	14.590,32 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	22.178,06 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	16.687,69 €

Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans	22.462,55 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	20.634,41 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	31.595,78 €
Autisme	23.960,38 €
Lésion cérébrale congénitale ou acquise	31.595,78 €

Service d'accueil de jour pour adultes

A	16.277,50 €
B	16.483,81 €
C	23.765,17 €

Service de logements supervisés

	13.213,02 €
--	-------------

§ 2. Les subventions par prise en charge qui figurent au § 1^{er} de la présente annexe ont été calculés par addition des montants suivants :

a) Pour les services autres que les services de logements supervisés

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

3.116,54 €	en service résidentiel ≤ 60 prises en charge
3.100,17 €	en service résidentiel > 60 prises en charge
1.533,33 €	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. ≤ 60 prises en charge
1.446,27 €	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. > 60 prises en charge

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

8.283,87 €	en service résidentiel ≤ 60 prises en charge
6.646,06 €	en service résidentiel > 60 prises en charge
5.816,34 €	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. ≤ 60 prises en charge
4.339,99 €	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

26.807,36 €	pour le personnel administratif
33.295,85 €	pour les comptables
25.143,87 €	pour les ouvriers
35.079,94 €	pour les assistants sociaux
41.166,74 €	pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est ≤ à 60
50.090,23 €	pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 %	en service résidentiel
51,89 %	en service d'accueil de jour

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

8.109,09 €	en service résidentiel ≤ 60 prises en charge
6.509,79 €	en service résidentiel > 60 prises en charge
5.692,90 €	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. ≤ 60 prises en charge
4.250,40 €	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M. > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

26.351,45 €	pour le personnel administratif
32.442,39 €	pour les comptables
24.595,48 €	pour les ouvriers
34.700,57 €	pour les assistants sociaux
39.883,53 €	pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est ≤ à 60
48.854,71 €	pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 %	en service résidentiel
51,89 %	en service d'accueil de jour

Montant n° 3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif)

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

36.752,97 €	pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial
34.738,88 €	pour les éducateurs CI1, 2A et chef éduc.
26.165,99 €	pour les éducateurs CI EB, CI 3, puéricultrices et assimilés

39.243,36 € pour les éducateurs chef de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

59,36 % en service résidentiel
51,89 % en service d'accueil de jour

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyennée de 10 ans :

36.373,02 € pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial
33.806,91 € pour les éducateurs CI1, 2A et chef éduc.
25.736,96 € pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés
38.307,90 € pour les éducateurs chef de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

51,09 % en service résidentiel
43,62 % en service d'accueil de jour

Pour l'ensemble des services

On applique ensuite le coefficient suivant compte tenu des disponibilités budgétaires :

82 % en service résidentiel pour jeunes
100 % en service résidentiel de nuit pour adultes
82 % en service résidentiel pour adultes
100 % en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés
85 % en service d'accueil de jour pour adultes

D'autre part, la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de « catégorie I » et de la « catégorie II » prévue par les coefficients du point a) de l'annexe XIV est réajustée annuellement par l'Agence.

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institutions constatée durant l'année de référence soit :

76,70 %	EDUC. I /	23,30 %	EDUC. II	en service résidentiel pour adultes
84,43 %	EDUC. I /	15,57 %	EDUC. II	en service résidentiel de nuit pour adultes
85,64 %	EDUC. I /	14,36 %	EDUC. II	en service résidentiel pour jeunes
81,68 %	EDUC. I /	18,32 %	EDUC. II	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisables
83,81 %	EDUC. I /	16,19 %	EDUC. II	en service d'accueil de jour pour adultes

b) Pour les services de logements supervisés

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

406,77 €

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

Les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

35.079,94 € pour les institutions privées
34.700,57 € pour les institutions publiques

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,89 % pour les institutions privées
47,62 % pour les institutions publiques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 21 décembre 2012.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27008]

21 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten

De Waalse Regering,

Gelet op boek IV van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid, decretaal luik, artikel 283;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « AWIPH » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 29 november 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 december 2012;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 december 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, met het oog op toekomstige reglementaire wijzigingen i.v.m. de dagopvangdiensten, de op die diensten toepasselijke parameters vastgelegd moeten worden ten einde een nieuwe wijze van subsidiëring tot stand te brengen;

Overwegende, anderzijds, dat de gegevens betreffende de berekeningen van de in 2013 toe te kennen toelagen zo spoedig mogelijk bepaald moeten worden met het oog op een efficiënte werking van die diensten;

Overwegende tot slot dat een bepaald aantal maatregelen betreffende de controle verfijnd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten wordt aangevuld met een punt 19°, luidend als volgt :

« 19° Verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen. »

Art. 3. Paragraaf 2 van artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. De dagopvangdienst voor niet-schoolgaande jongeren biedt opvang en/of begeleiding aan begunstigen die wegens hun handicap op een bepaald moment behoefte hebben aan een individuele aangepaste educatieve, medische, therapeutische, psychologische, sociale tenlasteneming waarvan de intensiteit naar gelang van hun specifieke behoeften varieert. Die tenlasteneming kan aangepast worden gedurende het traject van de begunstigde en kan variëren naar gelang van zijn behoeften, gaande van een intensieve dagbegeleiding tot een begeleiding extramuros in de verschillende levensmilieus.

Hij beoogt integratie op school, in de maatschappij, in de cultuur of in het arbeidsproces.

Het niet-volgen van een onderwijs moet vastgelegd worden volgens de geldende wettelijke en reglementaire procedures. »

Art. 4. In paragraaf 9 van artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « en voor niet-schoolgaande jongeren » geschrapt.

Art. 5. Paragraaf 10 van artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 10. De dagopvangdienst voor niet-schoolgaande jongeren zorgt minstens 187 dagen per jaar en 6 uur per dag voor de effectieve tenlasteneming van begunstigen. Hij is minstens 7 u. 30 m. per dag werkzaam. »

Art. 6. Artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt :

« 8° hij mag door het beheerscomité van het Agentschap niet schuldig bevonden worden aan een frauduleuze handeling die de financiële belangen van het Agentschap schaadt.

Onder frauduleuze handeling die de financiële belangen van het Agentschap schaadt wordt verstaan elke handeling of opzettelijke nalatigheid i.v.m. :

— het gebruik of de overlegging van valse, onjuiste of onvolledige aangiften of stukken met als gevolg het ongegronde innen of achterhouden van toelagen van het Agentschap;

— het niet verstrekken van informatie met hetzelfde gevolg;

— het verduisteren van toelagen voor andere doeleinden dan die waarvoor ze aanvankelijk zijn toegekend. »

Art. 7. Artikel 35, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. Als de gehandicapte persoon, en eventueel de persoon die hem begeleidt, een auto gebruikt voor de verplaatsing bedoeld in § 1, betaalt het Agentschap de vervoerkosten terug op grond van het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt. »

Art. 8. Artikel 53, vijfde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Voor 2013 wordt de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt op 100,33 % vastgelegd. »

Art. 9. In artikel 75, § 4, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Ze moeten ook vergezeld gaan van een volledige lijst van de verbonden entiteiten. De boekhouding van die entiteiten moet bovendien op verzoek ingekeken kunnen worden door de diensten van het Agentschap. »

Art. 10. Artikel 75, § 5, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Als de diensten verleend worden door een verbonden entiteit, moeten de dienstverleners hun aanwezigheid in het personeelsregister aantekenen. »

Art. 11. In artikel 81 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld als volgt : « 6 ° de oprichting van een nieuwe dienst ingevolge de erkenning van de structuren die voor de overdracht van hun tenlasteneming gezorgd hebben krachtens het voormalige artikel 81ter, § 1, van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008 tot wijziging van datzelfde besluit. »

Art. 12. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 93, luidend als volgt :

« Art. 93. In afwijking van artikel 23, § 1, krijgen de dagopvangdiensten voor niet-schoolgaande jongeren en aan de dagopvangdiensten voor volwassenen als gemiddelde referentiebezetting die bij de berekening van de jaarlijkse toelage 2013 in aanmerking genomen toegekend die welke in 2010, 2011 of 2012 voor hen de gunstigste is. »

Art. 13. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 94, luidend als volgt :

« Art. 94. § 1. Beide projecten die krachtens het voormalige artikel 81ter, § 1, van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008 september tot wijziging van datzelfde besluit, specifieke tenlastenemingen voor jongeren organiseren worden op 1 januari 2013 als dagopvangdiensten voor niet schoolgaande jongeren erkend. »

§ 2. In afwijking van de bepalingen van titel III, behouden de diensten bedoeld in § 1 in 2013 de middelen die hen in 2012 toegekend werden. »

Art. 14. Bijlage III wordt vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 15. Bijlage IV wordt vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013.

Art. 17. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 21 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 1

PRINCIPES OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING WORDEN GENOMEN

1. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden :
 - ze moeten betrekking hebben op de begunstigden bedoeld in artikel 2 van dit besluit voor wie het Agentschap een toelage verleent. Als de dienst door het Agentschap niet-gesubsidieerde begunstigden en/of elke andere gehandicapte persoon opvangt of huisvest, worden de in de boekhouding van de dienst opgenomen lasten verminderd d.m.v. een coëfficiënt. De teller ervan bevat de tenlastenemingsdagen en de noemer de onthaal- of huisvestingsdagen voor alle begunstigden van de dienst. Het toekenningsjaar van de toelage is de periode die in aanmerking komt voor de berekening van die dagen. In de administratieve entiteiten worden die berekend met inachtneming van een weging die gelijk is aan het relatieve gewicht van de in bijlage IV bedoelde theoretische gemiddelde toelagen per tenlasteneming van de betrokken diensten. Het aantal tenlastenemingsdagen (teller) wordt evenwel verhoogd met het aantal dagen van de begunstigden waarvoor het Agentschap geen toelage verleent en/of elke ander gehandicapte persoon naar rato van maximum 2 tenlastenemingen voor instellingen met een GRB van 60 of minder en 3 tenlastenemingen voor diensten met een GRB boven 60, alsook met de dagen aanwezigheid van de gehandicapte personen voor wie het gewestelijk bureau nog geen beslissing heeft genomen. De verhoging van diezelfde dagen, als ze betrekking hebben op door het Agentschap niet-gesubsidieerde begunstigden, is respectievelijk gelijk aan 5 en 8 voor de toepassing van de verminderingcoëfficiënt voor lasten die toepasselijk is op de werkingslasten die geldig aangerekend zijn op de volgende rekeningen, opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 : de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 en 609, alsook 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 619, 63, 64 en 65, onverminderd de in dit besluit bedoelde principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen.
 - ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de instelling overeenkomstig dit besluit gesubsidieerd werd;
 - ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;
 - ze moeten betrekking hebben op de door het Agentschap erkende infrastructuur;
 - ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld;
 - ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
 - ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Als de lasten het gevolg zijn van uitwisselingen tussen verbonden entiteiten, dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld;

- zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;
- ze moeten betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard;
- Ze mogen niet expliciet gedekt worden door een andere financieringsbron.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- het gedeelte van de reiskosten om dienstrekenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;
- de beleggingswaarden boven 500 euro, inclusief btw, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;
- de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- de betaling van prestaties verricht voor rekening van de instelling door personen of dienstenmaatschappijen die niet voldoen aan de kwalificatievereisten bedoeld in bijlage II;
- de betaling van dienstprestaties die niet bij de administratie van de belastingen zijn aangegeven;
- de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen,

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies afgetrokken wordt, betreffende dat gebouw. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet-geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX van november (van betrokken boekjaar)

I

Index ABEX van november (van het jaar van de vastlegging of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen);

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in dat geval kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de loonschalen bedoeld in bijlage VIII van dit besluit en die niet opgesteld worden overeenkomstig de regels bedoeld in bijlage VI;
- de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;
- de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de dotaties en de aanwendungen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;
- de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen.

2.3. in de rekeningen 63 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :

- de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - * 20 % voor de vestigingskosten bedoeld in rekening 6300 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * 33 % voor onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * 3 % voor gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen (behalve uitbreidingen) bedoeld in rekening 63020 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden;
 - * 10 % voor het meubilair bedoeld in de rekeningen 63022X opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * 20 % voor het rollend materieel bedoeld in de rekeningen 63022X opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - * Eén van voorvermelde percentages naar gelang van het type goed betrokken bij het leasingcontract en gelijkaardige rechten bedoeld in rekening 63023 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.

Een afwijking van die percentages kan door het Agentschap worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen.

Bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend schrijven, en met redenen omkleed zijn.

- de waardeverminderingen op vorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
- de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;

- de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1;
 - de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
- 2.4. in de rekeningen 64 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :
- de boeten aangerekend op rekening 640;
 - de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 641 en 642.
 - de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.
- 2.5. in de rekeningen 65 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :
- de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 6500 "Financiële lasten van investeringsleningen", 65001 - "Financiële lasten leasing", 65002 - "Financiële lasten kaskredieten" - "AWIPH" - "uitstel of dwingende reden", 65003 - "Financiële lasten kaskredieten - Andere", 6570 "Financiële lasten bankrekeningen", 6571 - "Financiële lasten - beleggingen";
 - de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de instelling niets te maken heeft. In dit geval moet de instelling het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt.
 - de financiële lasten i.v.m. beleggingen.
- 2.6. in de rekeningen 66 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :
- de uitzonderlijke lasten bedoeld in rekening 660 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1. Met de instemming van het Agentschap kunnen de buitengewone afschrijvingen die uit de gewone activiteit van de dienst voortvloeien evenwel in aanmerking komende lasten uitmaken.
- 2.7. in de rekeningen 69 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1 :
- de lasten voor resultatenverwerkingen gesplitst in de rekeningen 69 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1.
- 2.8. Allerlei :
- de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
 - de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
 - de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.
3. Van de lasten worden afgetrokken :
- de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;
- de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van het verkoop van producten buiten de instelling of van cash management. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
 - de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, het verkoop van producten buiten de instelling of cash management. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.
4. Bestemming van de lasten en opbrengsten voor de verschillende toelagen bedoeld in titel III, Hoofdstuk II, van dit besluit.
- 4.1. Algemene beginselen.
- Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :
- De in artikel 20, 1^o, bedoelde lasten voor de algemene werking van de dienst en de personeelslasten die op een geldige wijze geboekt worden op de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 et 609, alsook 610, 611, 612 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 63, 63 en 64 opgenomen in het MGR bedoeld in artikel 75, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de jaarlijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling I, met uitzondering van de lasten betreffende de geneesheren bezoldigd of betaald in het kader van een geschreven overeenkomst met de dienst, die op een geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 62 en 6187 bedoeld in artikel 75, § 1;
- De lasten m.b.t. de effectieve aanwezigheid van de gehandicapte personen, die er het exclusieve genot van hebben en die op een geldige wijze worden geboekt op de overeenstemmende rekeningen 6010, 6011, 6012, 6013, 6014, 60160 en 609 alsook 613, 61601 en 6161 bedoeld in artikel 75, § 1, worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de dagelijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.
- Als de in aanmerking komende dagelijkse lasten hoger liggen dan de dagelijkse toelage, kunnen ze door de jaarlijkse toelage gedekt worden op voorwaarde dat de begeleidingsnormen bedoeld in titel IV worden nageleefd.
- 4.2. Lasten en opbrengsten waarvoor tegelijkertijd verschillende toelagen worden verleend :
- « De reiskosten om dienstredenen » zijn kosten voor voertuigen die niet aan de instelling toebehoren.
- Ze worden op de rekening 6160 geboekt en moeten op grond van bewijsstukken gesplitst worden in twee subrekeningen, één voor de reiskosten i.v.m. de algemene werking van de dienst (61600), de andere voor de kosten i.v.m. verplaatsingen van gehandicapte personen (61601). Deze kosten komen respectievelijk in aanmerking voor de jaarlijkse toelage en voor de dagelijkse toelage.
- De reiskosten die op de rekening 6161 « Externe collectieve ophaaldienst » geboekt worden, komen in aanmerking voor de dagelijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.
- De kosten voor de voertuigen die aan de instelling toebehoren, moeten gesplitst worden in de overeenstemmende subrekeningen van de algemene rekeningen, hoofdzakelijk via de volgende rekeningen" 63022X- "Afschrijving voertuig", 61204X - "Brandstof voertuig", 61405X - "Verzekeringen voertuig", 640X - "Belastingen voertuig" 611X - "Onderhoud en herstellingen voertuig". Deze lasten worden over de dagelijkse en de jaarlijkse toelage verdeeld op

basis van een verdeelsleutel waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kilometers die met of zonder gehandicapte personen worden afgelegd. Bij gebrek aan een bijgewerkt dagboekje waarin dit onderscheid voorkomt, komen deze lasten in aanmerking voor het volgende toelagepercentage : 10 % voor de jaarlijkse toelage en 90 % voor de dagelijkse toelage.

De afschrijvingen van investeringen van het type opvoeding, recreatie en geneeskunde, excl. het meubilair, zijn te boeken op de dagelijkse toelage, de andere op de jaarlijkse toelage.

De dienstverrichtingen van bedrijven uit de privé-sector komen in aanmerking voor de volgende toelagen :

- * Voor de bereidingen van maaltijden : 40 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse toelage. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse toelage.
- * Voor de reiniging van kleren, lakens, enz. : 65 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse toelage. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse toelage.
- * Voor dienstverrichtingen i.v.m. sociaal secretariaat, boekhouding, andere administratieve dienstverleningen en onderhoudskosten : 100 % van het bedrag, incl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel.
- * Voor dienstverrichtingen betreffende de supervisie op educatieve ploegen : 100 % van het bedrag, incl. btw, kunnen gelijk gesteld worden met kosten voor educatief personeel op voorwaarde dat de personeelsnormen al in acht genomen worden voordat die dienstverleningen in aanmerking genomen worden.

De ingevorderde kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

Het gebruik van de toelagen van verschillende diensten die eenzelfde administratieve cel vormen, wordt gecontroleerd door de per enveloppe verleende toelagen en de per sectie geboekte lasten op te tellen.

5. Afwijkingen :

Het Agentschap kan in samenspraak met de betrokken diensten die op verzoek van zijn beheerscomité een reconversie- of omvormingsproces begonnen zijn voorzien in maatregelen tot afwijking van de bepalingen van deze bijlage.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten.

Namen, 21 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 2

§ 1. Lijst van de subsidies per tenlasteneming

a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB ≤ 60

Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75 Art 29bis S	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl. + 75 Art 29bis NS	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl + 25
Lichte geest. def.	30.492,74 €	29.752,75 €	29.380,56 €	25.680,61 €	30.492,74 €	29.752,75 €	29.380,56 €	25.680,61 €
Gemat. geest. def.	35.665,58 €	34.776,71 €	34.330,09 €	29.885,77 €	40.118,66 €	39.229,79 €	38.783,17 €	34.330,09 €
Zware geest. def.. bedleg.	41.832,73 €	40.668,01 €	40.085,65 €	34.266,44 €	48.484,93 €	47.324,59 €	46.746,61 €	40.940,53 €
Ern. geest. def. en niet- bedlegerig	42.396,82 €	41.232,10 €	40.649,74 €	34.830,53 €	49.049,02 €	47.888,68 €	47.310,70 €	41.504,62 €
Zware geest. def..	41.832,73 €	40.668,01 €	40.085,65 €	34.266,44 €	48.484,93 €	47.324,59 €	46.746,61 €	40.940,53 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	42.396,82 €	41.232,10 €	40.649,74 €	34.830,53 €	49.049,02 €	47.888,68 €	47.310,70 €	41.504,62 €
Karakterstoorn.	42.025,14 €	40.912,96 €	40.352,50 €	34.787,25 €	47.572,88 €	46.460,70 €	45.904,61 €	40.352,50 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	42.025,14 €	40.912,96 €	40.352,50 €	34.787,25 €	47.572,88 €	46.460,70 €	45.904,61 €	40.352,50 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	33.324,19 €	32.584,20 €	32.212,02 €	28.512,06 €	37.037,28 €	36.297,29 €	35.925,10 €	32.212,02 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	53.559,57 €	52.079,59 €	51.339,59 €	43.935,31 €	60.972,60 €	59.488,24 €	58.748,25 €	51.339,59 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	40.381,83 €	39.492,97 €	39.046,35 €	34.602,03 €	44.834,91 €	43.946,04 €	43.499,42 €	39.046,35 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. - 8 jaar.	44.210,06 €	43.045,34 €	42.462,99 €	36.643,77 €	50.007,38 €	48.847,04 €	48.269,06 €	42.462,99 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +.	39.308,59 €	38.380,32 €	37.916,18 €	33.266,07 €	43.967,46 €	43.034,81 €	42.570,68 €	37.916,18 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	59.039,74 €	57.489,70 €	56.719,06 €	48.977,63 €	66.785,56 €	65.239,90 €	64.464,88 €	56.719,06 €
Niet-besmet. chron. aandoe- ning	37.996,37 €	37.107,50 €	36.660,88 €	32.216,56 €	42.449,45 €	41.560,58 €	41.113,96 €	36.660,88 €

	Leerpl. + 75 Art 29bis S	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl. + 75 Art 29bis NS	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl. + 25
Autisme	42.025,14 €	40.912,96 €	40.352,50 €	34.787,25 €	47.572,88 €	46.460,70 €	45.904,61 €	40.352,50 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	59.039,74 €	57.489,70 €	56.719,06 €	48.977,63 €	66.785,56 €	65.239,90 €	64.464,88 €	56.719,06 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	42.612,12 €	41.747,86 €	41.311,46 €	36.973,07 €
B	44.791,70 €	43.880,38 €	43.426,87 €	38.878,83 €
C	54.503,33 €	53.309,63 €	52.714,92 €	46.754,99 €
Artikel 29bis	54.503,33 €	54.503,33 €	54.503,33 €	54.503,33 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	19.507,75 €
B	20.151,87 €
C en Artikel 29bis	20.881,16 €
D	28.520,06 €

Dagopvangdiensten voor niet-leerplichtige jongeren

Lichte geestelijke deficiëntie	14.917,96 €
Matige geestelijke deficiëntie	17.683,35 €
Ernstige geestelijke deficiëntie	17.683,35 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	26.269,29 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +.	23.207,85 €
Karakterstoorn.	27.090,15 €
Blind/Ambly. - 12 jaar	19.748,54 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	16.938,00 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	25.124,19 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	19.196,19 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	25.436,11 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	23.452,51 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	35.252,85 €
Autisme	27.090,15 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	35.252,85 €

Dagopvangdiensten voor volwassenen

A	18.791,19 €
B	19.015,09 €
C en Artikel 29bis	26.811,96 €

Dienst gesuperviseerde woningen

	14.078,30 €
--	-------------

b) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60.

Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl. + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl. + 25
Lichte geest. def.	28.838,56 €	28.098,57 €	27.726,39 €	24.026,44 €	28.838,56 €	28.098,57 €	27.726,39 €	24.026,44 €
Gemat. geest. def.	34.011,41 €	33.122,54 €	32.675,92 €	28.231,60 €	38.464,48 €	37.575,62 €	37.129,00 €	32.675,92 €
Zware geest. def., bedleg.	40.178,55 €	39.013,83 €	38.431,48 €	32.612,26 €	46.830,75 €	45.670,41 €	45.092,43 €	39.286,36 €
Ern. geest. def. en niet-bedlegerig	40.742,65 €	39.577,93 €	38.995,57 €	33.176,36 €	47.394,85 €	46.234,51 €	45.656,53 €	39.850,45 €
Zware geest. def.	40.178,55 €	39.013,83 €	38.431,48 €	32.612,26 €	46.830,75 €	45.670,41 €	45.092,43 €	39.286,36 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	40.742,65 €	39.577,93 €	38.995,57 €	33.176,36 €	47.394,85 €	46.234,51 €	45.656,53 €	39.850,45 €

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl + 25
Karakterstoorn.	40.370,97 €	39.258,79 €	38.698,33 €	33.133,07 €	45.918,70 €	44.806,53 €	44.250,44 €	38.698,33 €
Blind/Ambl. - 12ans	40.370,97 €	39.258,79 €	38.698,33 €	33.133,07 €	45.918,70 €	44.806,53 €	44.250,44 €	38.698,33 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	31.670,02 €	30.930,03 €	30.557,84 €	26.857,89 €	35.383,10 €	34.643,11 €	34.270,93 €	30.557,84 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	51.905,39 €	50.425,41 €	49.685,42 €	42.281,14 €	59.318,43 €	57.834,07 €	57.094,08 €	49.685,42 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	38.727,66 €	37.838,79 €	37.392,17 €	32.947,85 €	43.180,74 €	42.291,87 €	41.845,25 €	37.392,17 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar.	42.555,89 €	41.391,17 €	40.808,81 €	34.989,60 €	48.353,21 €	47.192,87 €	46.614,89 €	40.808,81 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +.	37.654,42 €	36.726,14 €	36.262,01 €	31.611,89 €	42.313,29 €	41.380,64 €	40.916,50 €	36.262,01 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	57.385,57 €	55.835,53 €	55.064,89 €	47.323,45 €	65.131,38 €	63.585,72 €	62.810,70 €	55.064,89 €
Niet-besmet. chron. aandoening	36.342,20 €	35.453,33 €	35.006,71 €	30.562,39 €	40.795,27 €	39.906,41 €	39.459,79 €	35.006,71 €
Autisme	40.370,97 €	39.258,79 €	38.698,33 €	33.133,07 €	45.918,70 €	44.806,53 €	44.250,44 €	38.698,33 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	57.385,57 €	55.835,53 €	55.064,89 €	47.323,45 €	65.131,38 €	63.585,72 €	62.810,70 €	55.064,89 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	40.957,94 €	40.093,69 €	39.657,28 €	35.318,90 €
B	43.137,53 €	42.226,21 €	41.772,69 €	37.224,66 €
C	52.849,16 €	51.655,46 €	51.060,75 €	45.100,82 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	17.853,58 €
B	18.497,70 €
C	19.226,98 €
D	26.865,88 €

Dagopvangdiensten voor niet-leerplichtige jongeren

Lichte geestelijke deficiëntie	13.354,56 €
Matige geestelijke deficiëntie	16.119,95 €
Ernstige geestelijke deficiëntie	16.119,95 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	24.705,89 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	21.644,45 €
Karakterstoorn.	25.526,75 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	18.185,14 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	15.374,60 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	23.560,78 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	17.632,78 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	23.872,71 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	21.889,11 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	33.689,44 €
Autisme	25.526,75 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	33.689,44 €

Dagopvangdiensten voor volwassenen

A	17.227,79 €
B	17.451,69 €
C	25.248,56 €

Dienst gesuperviseerde woningen

	14.078,30 €
--	-------------

c) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB < = 60

Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl + 25
Lichte geest. def.	28.899,39 €	28.215,81 €	27.871,99 €	24.454,06 €	28.899,39 €	28.215,81 €	27.871,99 €	24.454,06 €
Gemat. geest. def.	33.693,86 €	32.872,74 €	32.460,17 €	28.354,60 €	37.807,51 €	36.986,40 €	36.573,82 €	32.460,17 €
Zware geest. def.. bedleg.	39.395,56 €	38.319,61 €	37.781,64 €	32.405,98 €	45.553,13 €	44.481,23 €	43.947,31 €	38.583,78 €
Ern. geest. def. en niet-bedlegerig	39.917,63 €	38.841,69 €	38.303,72 €	32.928,05 €	46.075,20 €	45.003,31 €	44.469,38 €	39.105,85 €
Zware geest. def..	39.395,56 €	38.319,61 €	37.781,64 €	32.405,98 €	45.553,13 €	44.481,23 €	43.947,31 €	38.583,78 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	39.917,63 €	38.841,69 €	38.303,72 €	32.928,05 €	46.075,20 €	45.003,31 €	44.469,38 €	39.105,85 €
Karakterstoorn.	39.585,90 €	38.558,50 €	38.040,75 €	32.899,69 €	44.710,78 €	43.683,37 €	43.169,67 €	38.040,75 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	39.585,90 €	38.558,50 €	38.040,75 €	32.899,69 €	44.710,78 €	43.683,37 €	43.169,67 €	38.040,75 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	31.546,90 €	30.863,31 €	30.519,50 €	27.101,56 €	34.976,97 €	34.293,38 €	33.949,57 €	30.519,50 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	50.293,19 €	48.926,02 €	48.242,43 €	41.402,52 €	57.141,20 €	55.769,98 €	55.086,39 €	48.242,43 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	38.119,13 €	37.298,02 €	36.885,44 €	32.779,88 €	42.232,79 €	41.411,68 €	40.999,10 €	36.885,44 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar.	41.626,22 €	40.550,28 €	40.012,31 €	34.636,64 €	46.981,66 €	45.909,76 €	45.375,83 €	40.012,31 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +.	37.098,53 €	36.241,01 €	35.812,25 €	31.516,58 €	41.402,30 €	40.540,73 €	40.111,98 €	35.812,25 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	55.412,96 €	53.981,07 €	53.269,17 €	46.117,80 €	62.568,38 €	61.140,53 €	60.424,58 €	53.269,17 €
Niet-besmet. chron. aandoening	35.886,36 €	35.065,25 €	34.652,67 €	30.547,10 €	40.000,02 €	39.178,90 €	38.766,32 €	34.652,67 €
Autisme	39.585,90 €	38.558,50 €	38.040,75 €	32.899,69 €	44.710,78 €	43.683,37 €	43.169,67 €	38.040,75 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	55.412,96 €	53.981,07 €	53.269,17 €	46.117,80 €	62.568,38 €	61.140,53 €	60.424,58 €	53.269,17 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	40.112,06 €	39.313,05 €	38.909,59 €	34.898,70 €
B	42.128,51 €	41.285,99 €	40.866,71 €	36.662,00 €
C	51.187,39 €	50.083,80 €	49.533,99 €	44.023,96 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	18.715,80 €
B	19.310,89 €
C	19.984,66 €
D	27.042,05 €

Dagopvangdiensten voor niet-leerplichtige jongeren

Lichte geestelijke deficiëntie	14.236,49 €
Matige geestelijke deficiëntie	16.801,57 €
Ernstige geestelijke deficiëntie	16.801,57 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	24.714,93 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	21.893,21 €
Karakterstoorn.	25.489,93 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	18.710,46 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	16.119,87 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	23.707,61 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	18.217,24 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	23.992,10 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	22.163,96 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	33.125,34 €
Autisme	25.489,93 €

Aangeboren of opgelopen hersenletsel	33.125,34 €
--------------------------------------	-------------

Dagopvangdiensten voor volwassenen

A	17.807,05 €
B	18.013,36 €
C	25.294,72 €

Dienst gesuperviseerde woningen

	13.213,02 €
--	-------------

d) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

Residentiële dienst voor jongeren

	Leerpl. + 75	Leerpl. 50 tot 75	Leerpl. 25 tot 50	Leerpl. -25	N Leerpl + 75	N Leerpl. 50 tot 75	N Leerpl. 25 tot 50	N Leerpl + 25
Lichte geest. def.	27.283,73 €	26.600,14 €	26.256,33 €	22.838,39 €	27.283,73 €	26.600,14 €	26.256,33 €	22.838,39 €
Gemat. geest. def.	32.078,19 €	31.257,08 €	30.844,50 €	26.738,94 €	36.191,85 €	35.370,74 €	34.958,16 €	30.844,50 €
Zware geest. def.. bedleg.	37.779,89 €	36.703,95 €	36.165,98 €	30.790,32 €	43.937,47 €	42.865,57 €	42.331,65 €	36.968,12 €
Ern. geest. def. en niet-bedlegerig	38.301,96 €	37.226,02 €	36.688,05 €	31.312,39 €	44.459,54 €	43.387,64 €	42.853,72 €	37.490,19 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	37.779,89 €	36.703,95 €	36.165,98 €	30.790,32 €	43.937,47 €	42.865,57 €	42.331,65 €	36.968,12 €
Ern. geest. def. niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	38.301,96 €	37.226,02 €	36.688,05 €	31.312,39 €	44.459,54 €	43.387,64 €	42.853,72 €	37.490,19 €
Karakterstoorn.	37.970,24 €	36.942,83 €	36.425,09 €	31.284,03 €	43.095,11 €	42.067,71 €	41.554,01 €	36.425,09 €
Blind/Ambl. - 12ans	37.970,24 €	36.942,83 €	36.425,09 €	31.284,03 €	43.095,11 €	42.067,71 €	41.554,01 €	36.425,09 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	29.931,24 €	29.247,65 €	28.903,84 €	25.485,90 €	33.361,31 €	32.677,72 €	32.333,91 €	28.903,84 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	48.677,53 €	47.310,36 €	46.626,77 €	39.786,85 €	55.525,53 €	54.154,31 €	53.470,73 €	46.626,77 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	36.503,47 €	35.682,36 €	35.269,78 €	31.164,21 €	40.617,13 €	39.796,01 €	39.383,43 €	35.269,78 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar.	40.010,56 €	38.934,61 €	38.396,64 €	33.020,98 €	45.365,99 €	44.294,10 €	43.760,17 €	38.396,64 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +.	35.482,87 €	34.625,35 €	34.196,59 €	29.900,91 €	39.786,63 €	38.925,07 €	38.496,31 €	34.196,59 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	53.797,30 €	52.365,41 €	51.653,51 €	44.502,14 €	60.952,71 €	59.524,87 €	58.808,92 €	51.653,51 €
Niet-besmet. chron. aandoening	34.270,70 €	33.449,58 €	33.037,00 €	28.931,44 €	38.384,35 €	37.563,24 €	37.150,66 €	33.037,00 €
Autisme	37.970,24 €	36.942,83 €	36.425,09 €	31.284,03 €	43.095,11 €	42.067,71 €	41.554,01 €	36.425,09 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	53.797,30 €	52.365,41 €	51.653,51 €	44.502,14 €	60.952,71 €	59.524,87 €	58.808,92 €	51.653,51 €

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	38.496,40 €	37.697,38 €	37.293,92 €	33.283,04 €
B	40.512,85 €	39.670,33 €	39.251,04 €	35.046,34 €
C	49.571,73 €	48.468,14 €	47.918,33 €	42.408,30 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	17.100,14 €
B	17.695,22 €
C	18.369,00 €
D	25.426,39 €

Dagopvangdiensten voor niet-leerplichtige jongeren

Lichte geestelijke deficiëntie	12.706,94 €
Matige geestelijke deficiëntie	15.272,02 €
Ernstige geestelijke deficiëntie	15.272,02 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	23.185,38 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	20.363,66 €

Karakterstoorn.	23.960,38 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	17.180,91 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	14.590,32 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen - 8 jaar	22.178,06 €
Doof, ernst. gehoorstoornissen 8 jaar en +	16.687,69 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. - 8 jaar	22.462,55 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	20.634,41 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	31.595,78 €
Autisme	23.960,38 €
Aangeboren of opgelopen hersenletsel	31.595,78 €

Dagopvangdiensten voor volwassenen

A	16.277,50 €
B	16.483,81 €
C	23.765,17 €

Dienst voor gesuperviseerde woningen

	13.213,02 €
--	-------------

§ 2. De in § 1 van deze bijlage bedoelde toelagen per tenlasteneming werden berekend door optelling van de volgende bedragen :

a) Voor de andere diensten dan de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten) :

3.116,54 €	in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen
3.100,17 €	in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen
1.533,33 €	in een dagopvangdienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagopvangdienst voor volwassenen met een GB ≤ 60 tenlastenemingen
1.446,27 €	in een dagopvangdienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagopvangdienst voor volwassenen met een GB > 60 tenlastenemingen

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel) :**Voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht**

8.283,87 €	in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen
6.646,06 €	in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen
5.816,34 €	in een dagopvangdienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagopvangdienst voor volwassenen met een GB ≤ 60 tenlastenemingen
4.339,99 €	in een dagopvangdienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagopvangdienst voor volwassenen met een GB > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

26.807,36 €	voor het administratieve personeel
33.295,85 €	voor de boekhouders
25.143,87 €	voor de arbeiders
35.079,94 €	voor de maatschappelijke assistenten
41.166,74 €	voor de directeurs in de diensten waarvan de GB ≤ 60 is
50.090,23 €	voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 %	in residentiële diensten
51,89 %	in dagopvangdiensten

Voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

8.109,09 €	in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen
6.509,79 €	in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen
5.692,90 €	in een dagopvangdienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagopvangdienst voor volwassenen met een GB ≤ 60 tenlastenemingen
4.250,40 €	in een dagopvangdienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagopvangdienst voor volwassenen met een GB > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

26.351,45 €	voor het administratieve personeel
32.442,39 €	voor de boekhouders
24.595,48 €	voor de arbeiders
34.700,57 €	voor de maatschappelijke assistenten
39.883,53 €	voor de directeurs in de diensten waarvan de GB ≤ 60 is
48.854,71 €	voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 %	in residentiële diensten
51,89 %	in dagopvangdiensten

Bedrag nr. 3 (een gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel) :

Voor de diensten beheerd door een privé-inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt *a*) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

- 36.752,97 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel
- 34.738,88 € voor de opvoeders CI1, 2A en hoofdopvoeders
- 26.165,99 € voor de opvoeders CI EB, 3e kl., kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden
- 39.243,36 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

- 59,36 % in residentiële diensten
- 51,89 % in dagopvangdiensten

Voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt *a*) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

- 36.373,02 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel
- 33.806,91 € voor de opvoeders CI1, 2A en hoofdopvoeders
- 25.736,96 € voor de opvoeders KI 2B, CI 3, kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden
- 38.307,90 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

- 51,09 % in residentiële diensten
- 43,62 % in dagopvangdiensten

Voor de gezamenlijke diensten

Vervolgens wordt het volgende coëfficiënt toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

- 82 % in residentiële diensten voor jongeren
- 100 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
- 82 % in residentiële diensten voor volwassenen
- 100 % in dagopvangdiensten voor niet-leerplichtige jongeren
- 85 % in dagopvangdiensten voor volwassenen

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding onder de opvoeders van "categorie I" en "categorie II" waarin voorzien wordt door de coëfficiënten onder punt *a*) van bijlage XIV jaarlijks bijgestuurd door het Agentschap

Deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het referentiejaar vastgelegde gemiddelde per instellings-categorie :

76,70 %	EDUC. I	/	23,30 %	EDUC. II	in residentiële diensten voor volwassenen
84,43 %	EDUC. I	/	15,57 %	EDUC. II	in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
85,64 %	EDUC. I	/	14,36 %	EDUC. II	in residentiële diensten voor jongeren
81,68 %	EDUC. I	/	18,32 %	EDUC. II	in dagopvangdiensten voor niet-leerplichtige jongeren
83,81 %	EDUC. I	/	16,19 %	EDUC. II	in dagopvangdiensten voor volwassenen

b) Voor de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten) :

406,77 €

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel) :

De in punt *b*) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

- 35.079,94 € voor privé-instellingen
- 34.700,57 € voor openbare instellingen

De bedragen worden aangepast aan de reële gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

- 55,89 % voor privé-instellingen
- 47,62 % voor openbare instellingen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagopvangdiensten.

Namen, 21 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX